

jour du 20 octobre au 1 juillet. Ces six heures consécutives pourront être choisies la nuit sous réserve que la fermeture nocturne des barrages situés à l'amont ne diminue pas le débit disponible à moins de 300 l/s. »

En outre, « le pétitionnaire sera tenu de placer et d'entretenir une grille à barreaux espacés au plus de 5 cm à l'extrémité aval du canal de fuite, et à mettre une grille à barreaux espacés de 1 cm et de 2 mètres de hauteur à l'extrémité amont du canal d'amenée du 15 avril au 31 mai, ou tout autre dispositif s'opposant à la remontée des saumons dans le canal de fuite ou à la descente des saumoneaux dans le canal d'amenée. »

**Pour ce qui est de la faune piscicole**, l'article 14 prévoit que « Le concessionnaire sera tenu de se conformer aux règlements existants ou à intervenir, notamment en ce qui concerne la police des eaux, ... et la libre circulation des poissons, la protection des sites et des paysages ». Quant à l'article 15, il crée l'obligation de « ... maintenir dans le canal de fuite par un bassin de compensation ou par tous les autres dispositifs appropriés, le débit nécessaire pour sauvegarder les intérêts généraux et au besoin un débit égal à celui qui arrive à la prise d'eau, sans qu'il puisse y faire opposition ou prétendre à une indemnité de ce chef ».

## **II.b. Les textes réglementaires sur l'obligation de franchissement piscicole**

- Respect des exigences des espèces répertoriées dans l'arrêté Environnement du 2 janvier 1986 (J.O. du 4 février 1986) en application de l'article L 232-6 (ex 411) du Code Rural (saumon atlantique, truites de mer et fario, lamproies marine et fluviatile, anguille.
- Article 10-2 de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique : « Le cahier des charges détermine notamment ... le règlement d'eau et en particulier les mesures intéressant ... la conservation et la libre circulation des poissons... ».
- Article 10-5 de la loi 92-3 sur l'Eau du 3 janvier 1992, qui prévoit très clairement la modification des régimes hydrauliques : « Les règlements d'eau des entreprises hydroélectriques sont pris conjointement au titre de l'article 10 de la Loi du 16 octobre 1919.
- Articles L 232-5 et L 232-6 du Code Rural résultant de la Loi du 29 juin 1984 relative à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles imposent au concessionnaire **une obligation de résultat en matière de vie, de circulation et de reproduction des espèces piscicoles définies par l'arrêté ministériel du 2 janvier 1986.**

## **II.c.a Conséquences pour les salmonidés**

Dans son courrier du 28 février 2006 au Directeur de la DDAF du Morbihan le (Annexe IX), le Conseil Supérieur de la Pêche précise que le bassin de l'Aër représente 24% de la capacité reproductive de l'ensemble du bassin versant de l'Ellé pour les saumons.

Le **saumon atlantique** est une espèce d'intérêt communautaire (Directive Habitat, annexe II, classé vulnérable sur la liste rouge France de l'UICN, et fait partie des 10 espèces déterminantes pour la désignation des ZNIEFF en Bretagne ([http://www.bretagne.ecologie.gouv.fr/imprimer.php3?id\\_article=640](http://www.bretagne.ecologie.gouv.fr/imprimer.php3?id_article=640)).

La **truite de rivière** fait partie des 10 espèces déterminantes pour la désignation des ZNIEFF en Bretagne, tandis que la truite de mer fait partie des 3 espèces indicatrices pour la désignation des ZNIEFF en Bretagne.

La directive européenne « Habitats » impose à chaque état membre, dont la France, d'assurer le maintien ou le rétablissement des habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvages d'intérêt communautaire, dans un **état de conservation favorable**, afin de contribuer au maintien de la biodiversité.

### **Problème migratoire**

Les salmonidés possèdent une grande capacité de nage et de saut.

La montaison des saumons reproducteurs vers les zones de frayère intervient lors des premières pluies automnales et/ou à l'occasion des baisses de températures automnales.